



TEARA

Territoire d'Énergie Auvergne-Rhône-Alpes

**Réponse à la consultation publique de la Commission
de régulation de l'énergie (CRE) n°2020-008
du 2 avril 2020 relative aux
conditions d'accès au réseau pour les nouvelles
dessertes autour des canalisations de raccordement
d'installations de biométhane**

4 mai 2020

Sommaire

Sommaire	2
1. Préambule	3
2. Analyses et position de TEARA	5
2.1 Tarification des nouvelles dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane.....	5
2.2 L'assiette des consommations envisagée pour la tarification annuelle de l'acheminement	7
2.3 Rang des GRD se raccordant sur une canalisation de biométhane	9
2.4 Tarification applicable aux sites de production de biométhane raccordés à un réseau de distribution autre que le réseau du domaine péréqué de GRDF	10
2.5 Observation complémentaire	10

1. Préambule

La CRE a l'intention et l'obligation, compte tenu de ses prérogatives fixées par les articles L.452-2 et L.452-3 du code de l'énergie, de définir les règles de tarification entre gestionnaires de réseaux de distribution (GRD) dès lors que ceux-ci mettent en œuvre une même canalisation utilisée pour écouler sur les réseaux d'acheminement une production de biométhane.

Elle a lancé une consultation publique portant sur un corpus de règles devant constituer un cadre stable au développement de nouvelles délégations de service public (DSP) pouvant être appuyées sur les canalisations déjà créées pour acheminer le gaz d'unités de méthanisations situées hors zones de dessertes vers celles-ci. Cette consultation porte sur 4 questions considérant la propriété des actifs concernés et leur transfert éventuel et traitant de la tarification applicable aux DSP pouvant bénéficier de ces réseaux créés pour évacuer les productions de biométhane. Cette consultation traite aussi de la gestion des complexités que peut introduire la création consécutive de plusieurs GRD appuyant leur distribution sur une même canalisation de biométhane et aussi des conditions d'application de la tarification ATRD6 résultant de la délibération CRE n°2020-10 du 23 janvier 2020.

En l'occurrence, la commission de régulation propose une évolution, certes limitée au cadre rappelé ci-dessus, de la numérotation relative, les uns par rapport aux autres, des GRD susceptibles de s'échelonner à l'aval du GRD de rang 1 et en amont du site de méthanisation, ou plus précisément la réduction de cette numérotation.

Plus globalement, le corpus de règles envisagé vise à proposer une adaptation ou une extension du domaine d'application de dispositions déjà existantes qui ont été principalement établies alors que la production méthanogène n'était pas significative.

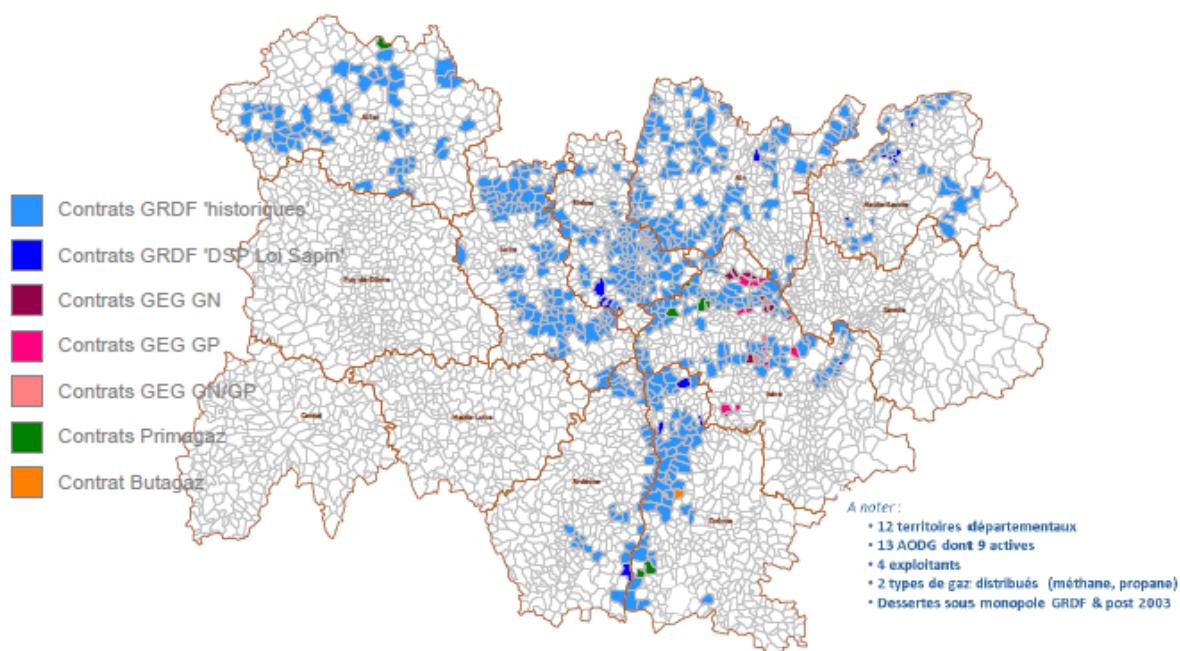
Les 3 premières questions posées par la Commission de régulation dans le cadre de sa consultation publique 2020-008 intéressent et concernent tout particulièrement les syndicats d'énergie qui sont autorité concédante de communes desservies dans le cadre de la péréquation tarifaire ou après mise en concurrence des opérateurs gestionnaires de réseaux de distribution sur des communes hors péréquation tarifaire. En outre, nombre de syndicats d'énergie sont également autorisés organisatrices pour des communes non encore desservies mais qui sont susceptibles de l'être :

- soit en s'appuyant sur des canalisations créées pour raccorder des méthaniseurs aux infrastructures gazières existantes ;
- soit en combinant leur desserte et la mise en exploitation d'unités méthanogènes.

Pour rappel, TEARA (Territoire d'Energie Auvergne Rhône-Alpes) est composé des 13 autorités concédantes que sont : le SIEA (Ain), le SDE 03 (Allier), le SDE 07 (Ardèche), le SDEC (Cantal), Energie SDED (Drôme), TE38 (Isère), le SIEL (Loire), le SYDER et le SIGERLY (Rhône), le SDES (Savoie), le SYANE (Haute-Savoie), le SIEG (Puy-de Dôme) et le SDE 43 (Haute-Loire), dont 9 sont actives sur le secteur gazier.

Pour rappel également, les autorités organisatrices de la distribution sont propriétaires des réseaux de distribution qu'elles mettent à la disposition des gestionnaires de réseaux de distribution.

**Autorités organisatrices de la distribution d'énergie de TEARA
actives dans le domaine des gaz combustibles**



Nota bene : Le groupe GEG a créé au 1^{er} janvier 2019 une filiale indépendante à 100%, appelée GreenAlp (Grenoble Réseaux Energies des Alpes), pour gérer ses 2 000 km de réseau d'électricité et de gaz en Isère et en Savoie.

2. Analyses et position de TEARA

2.1 Tarification des nouvelles dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane

Question 1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ?

Liminaire :

Les principes actuels de prise en charge des investissements sont les suivants :

- a) S'agissant d'une nouvelle desserte, celle-ci, à travers son GRD et la tarification qu'elle adoptera, doit couvrir l'intégralité des investissements réalisés en son sein pour réaliser son objet et l'intégralité des investissements engagés par le GRD amont (GRD de rang N), sur sa zone d'exploitation, pour amener le gaz (extension du réseau) et, le cas échéant, renforcer les réseaux existants sur sa zone d'exploitation, afin qu'ils permettent l'amenée des flux gaziers nécessaires à la nouvelle desserte ;
- b) S'agissant du raccordement d'une unité de méthanisation, celle-ci est réputée prendre en charge l'intégralité des investissements nécessaires à son raccordement et à leur ajustement au flux gazier (renforcement par adaptation des caractéristiques des ouvrages déjà existants et renforcement des capacités d'échange par création d'ouvrages de bouclage, le cas échéant, et de rebours).

Le cas échéant, si le GRD d'accueil (GRD de rang N) compte plus de 100 000 usagers, il y a possibilité pour le méthaniseur de bénéficier d'une réfaction de 40% sur les investissements susdits, réfaction prise en charge sur les comptes de CRCP du GRD d'accueil au titre de la politique nationale de soutien à la transition énergétique.

Abstraction faite de la réfaction, de ses motifs et de ses mécanismes, les modalités de prise en charge des investissements dans les deux types de projet indiqués ci-dessus sont à la charge financière de leur opérateur respectif (méthaniseur et GRD de rang N+1).

L'utilisation d'ouvrages (ou de fractions d'ouvrages), financés initialement par le méthaniseur, par le GRD de rang N+1, ou réciproquement, nous semble relever de l'efficacité des investissements et de l'appréciation de la fraction d'utilisation à attribuer à chacun des acteurs ; ceci dans la mesure où le besoin de capacité de flux de l'un est antagoniste à celui de l'autre et ainsi relève de phénomènes qui se compensent.

Les mécanismes de répartitions du poids global des investissements entre les acteurs concernés peuvent provenir du GRD de rang N, à même de présenter les investissements que chacun des deux projets menés indépendamment aurait occasionnés (en extension de canalisation et en renforcement des ouvrages existants, le cas échéant).

(Les bases du *droit de suite* codifié pourraient également être suggérées comme base de répartition des actifs devant être globalement créés et devant être supportés par chacun dans le contexte de l'utilisation mutualisée de la canalisation créée pour écouler une production de biométhane).

Position des autorités concédantes membre de TEARA sur l'application d'une tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte »

TEARA considère inutile les dispositions proposée par la CRE, à savoir que la tarification des dessertes de rang N+1 adossée à une canalisation de biométhane doive être l'objet d'un terme additionnel pour utilisation de la canalisation susdite.

2.2 L'assiette des consommations envisagée pour la tarification annuelle de l'acheminement

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ?

Liminaire : notre compréhension des intentions de la Commission de régulation de l'énergie porte sur les consommations à prendre en considération pour effectuer une juste tarification au GRD de rang N+1 des prestations d'acheminement effectuées par le GRD de rang N à partir d'ouvrages que le GRD de rang N utilise à la fois pour procéder à l'évacuations du gaz produit par une unité de biométhane et pour alimenter une ou plusieurs distributions publiques de rang supérieur à N.

Force est alors de constater :

- que l'utilisation partielle de la même canalisation pour satisfaire deux fonctions d'acheminement crée une mutualisation d'actes d'exploitation qui permet d'éviter nombre de doubles imputations (exemple : cartographie, surveillance et maintenance commune...) ;
- que les flux gaziers théoriques de chaque usage d'acheminement se neutralisent, certes rarement en totalité, ce qui augmente ainsi la souplesse d'exploitation ;
- que le terme des charges de capital normatives au titre des renforcements futurs (3%) dans la tarification applicable aux GRD de rang N+1 non adossés à une canalisation biométhane, se trouve en l'occurrence réduit dans son caractère avéré, précisément en conséquence de la proximité d'une source de biométhane.

En outre, comme l'exposent les motifs de la consultation, une tarification du GRD de rang N+1 strictement adossée sur une mesure des flux physiques de gaz induit un potentiel effet d'aubaine pour le GRD N+1. Force est néanmoins de constater qu'une tarification ne tenant pas compte des mutualisations est, dans une certaine proportion, de nature à générer un effet de même nature pour le GRD amont (de rang N).

Position des autorités concédantes membre de TEARA sur l'assiette de tarification de l'acheminement, au GRD de rang N+1, adossé à des canalisations biométhane hors zone de desserte :

TEARA considère que l'assiette de tarification proposée par la CRE doit être assortie d'un coefficient tenant compte de la mutualisation des actes d'exploitation du GRD de rang N requis aux deux usages de la même canalisation (utilisée pour l'acheminement du biométhane).

En conséquence, la tarification à 50% des prestations d'acheminement du GRD de rang N au GRD de rang N+1 nous semble devoir être abaissée pour tenir compte de la mutualisation des usages et des actes d'exploitation induits sur la canalisation.

Au demeurant, TEARA observe encore qu'indépendamment du cas d'espèce, la tarification des prestations d'acheminement rendues par un GRD amont à un GRD aval ne sont nullement modulées en fonction de l'ampleur des équipements mis en œuvre dans chacune des situations pour réaliser ce service. Ainsi, par exemple, dans le cas de DSP à des niveaux de besoin gazier égaux adossées au domaine péréqué de GRDF, la tarification du GRD amont au GRD aval est identique quand bien même les ouvrages mis en œuvre et les actes d'exploitation induits pour ce faire sont d'ampleur très différente.

2.3 Rang des GRD se raccordant sur une canalisation de biométhane

Question 3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?

L'affectation d'un même rang N+1 à toutes les délégations de service public se raccordant sur une même canalisation de biométhane suggère :

- a) D'examiner le maintien de cette disposition au-delà de l'existence de l'unité de méthanisation.

En effet, il faut constater que rien n'assure que les durées d'exploitation des unités de méthanisation seront en coïncidence avec celles des délégations de service public qui se raccorderaient sur la canalisation biométhane.

Il s'ensuit donc que l'avis qui peut être formulé en la matière est dépendant des dispositions qui seraient appliquées dès lors que la canalisation de biométhane cesserait d'avoir cette fonction d'acheminement initiale.

- b) D'examiner les conditions de massification des besoins d'acheminement des GRD de rang N+1 sis le long d'une même canalisation de biométhane.

L'alignement du rang des DSP placées le long d'une canalisation de distribution acheminant du biométhane conduit à démontrer l'intérêt de considérer de manière massifiée les quantités de gaz distribuées sur ces DSP de rang N+1.

En conséquence, il est souhaité que le niveau de la gamme tarifaire auquel le GRD de rang N facture l'acheminement à chacun des GRD de rang N+1, placés à son aval, soit celui qui résulte de la somme des quantités distribuées sur chacun des GRD de rang N+1 placé le long de la canalisation de distribution de biométhane.

2.4 Tarification applicable aux sites de production de biométhane raccordés à un réseau de distribution autre que le réseau du domaine péréqué de GRDF

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?

Cette question relève de l'appréciation des producteurs.

Néanmoins, TEARA serait plutôt favorable à la proposition de la CRE, à savoir la mise en œuvre de conditions d'injection comparables quel que soit le réseau sur lequel se raccorde le producteur. Cela serait préférable afin de ne pas biaiser les conditions d'aménagement du territoire, de rationalité économique et environnementale d'un projet de méthaniseur au regard des conditions consenties selon les concessions.

2.5 Observation complémentaire

La présente consultation laisse incertaines les conditions qui pourraient être appliquées sur les communes non desservies à ce jour et qui souhaiteraient l'être alors qu'elles sont traversées par des canalisations mises en œuvre pour interconnecter des zones gazières distinctes et ainsi permettre à des injecteurs de biométhane d'adosser leur production à des périmètres de distribution étendus.